Commission européenne

ÉTAT DE L'UNION 2020

La Commission von der Leyen: bilan de la première année

#SOTEU

ec.europa.eu/soteu2020

FR

SOMMAIRE

RÉALISATIONS 3

Un nouveau cap pour l'Europe 4

1. Les 100 premiers jours 5

Piloter les transitions écologique et numérique 5

Devenir la Commission géopolitique 8

Protéger les citoyens de l'Union 9

2. La réaction sans précédent de l'Europe face à une crise inédite 10

Affronter une crise sanitaire mondiale 11

Réparer l'économie et préparer l'avenir 12

3. Après la pandémie, une Europe meilleure 15

CHRONOLOGIE 18

RÉALISATIONS

UN NOUVEAU CAP POUR L'EUROPE

Il y a un an, la Commission von der Leyen avait fait une promesse aux Européens: celle d'être courageux et audacieux, chaque fois que nous constaterions la nécessité d'agir au niveau européen. Aux premiers jours de son mandat, la nouvelle Commission a fixé un **cap nouveau et ambitieux** pour l'Union européenne (UE).

Nous avons présenté le **pacte vert pour l'Europe** et ses premiers éléments constitutifs, plaçant notre Union sur la voie de la neutralité climatique. Nous avons présenté un ensemble de mesures visant à faire de l'Europe un leader mondial dans le domaine de l'**innovation numérique**. Nous avons présenté une **stratégie industrielle**, visant à définir une nouvelle voie pour l'industrie européenne à l'heure des transitions écologique et numérique. Dans un contexte géopolitique en mutation rapide, l'Europe a besoin de transformer son économie pour entrer dans l'ère écologique et numérique, et de renforcer sa compétitivité sur la scène mondiale. Nous avons donc établi la plus ambitieuse feuille de route pour atteindre ces objectifs.

Et soudain, la **pandémie de coronavirus** est arrivée, entraînant tragédies humaines, confinements et recul économique. Elle appelait une réponse véritablement européenne et nous avons réagi par la plus grande mobilisation collective de l'histoire de notre Union. Dans un premier temps, la Commission a œuvré à l'organisation d'une **réponse européenne concertée et coordonnée** à la situation d'urgence — se procurer et distribuer les équipements de protection, rapatrier les Européens bloqués et garantir l'accès à un futur vaccin. C'était une situation inédite pour l'Union européenne: nous avons réagi avec vigueur lorsque la santé et la sécurité de nos citoyens appelaient une action de l'Union.

L'étape suivante a consisté à agir promptement et à relancer notre économie. **NextGenerationEU**, le plan de relance proposé par la Commission, approuvé par le Conseil européen, puis soumis au Parlement européen et à tous les États membres, marque une nouvelle avancée dans l'histoire de l'UE. Il s'agit de la pièce maîtresse du **budget à long terme de l'UE** le plus puissant jamais conçu et, ensemble, ils représentent 1 800 milliards d'euros de force de frappe.

Nous nous sommes adaptés à des circonstances imprévues et dramatiques tout en restant fidèles aux principes et aux aspirations décrits, il y a un an, dans nos orientations politiques.

Pour élaborer ce plan, nous nous sommes adaptés à des circonstances imprévues et dramatiques tout en restant fidèles aux principes et aux aspirations décrits, il y a un an, dans nos **orientations politiques**. La double transition écologique et numérique est désormais d'autant plus au cœur de notre programme, dotée de ressources nouvelles pour accélérer la transformation. Nous ne nous bornons pas à réparer les dommages subis par notre économie: nous construisons en plus solide pour la **prochaine génération**.

Les travailleurs de première ligne ont accompli leurs tâches avec héroïsme, les citoyens ont accepté de sacrifier une partie de leurs libertés fondamentales, et des mesures inédites ont été prises pour enrayer la propagation du virus.

1. Les 100 premiers jours

Au cours des 100 premiers jours, la Commission von der Leyen a présenté un ensemble inédit d'aspirations en vue de relever les grands défis qui se posent à notre génération. Depuis le 1er décembre 2019, 64 propositions ont fait l'objet d'un accord avec les autres institutions de l'UE et ont été approuvées par elles. Parmi ces propositions figurent les éléments constitutifs d'une **nouvelle stratégie de croissance pour l'Europe**, articulée autour de trois piliers: le pacte vert pour l'Europe, une Europe adaptée à l'ère du numérique et une économie au service des personnes.

PILOTER LES TRANSITIONS ÉCOLOGIQUE ET NUMÉRIQUE

Le onzième jour de son mandat, la Commission von der Leyen a présenté le **pacte vert pour l'Europe**. Avec cette initiative, l'UE s'est engagée dans la plus grande transition de l'histoire, en établissant une feuille de route pour faire de l'Europe le **premier continent neutre sur le plan climatique d'ici à 2050**, tout en renforçant la croissance, en créant des emplois nouveaux et de meilleure qualité, et en améliorant le bien-être de la population. Le changement climatique et la dégradation de l'environnement constituent des menaces existentielles pour l'Europe et pour le reste du monde. Pour y faire face, l'Europe a besoin d'une nouvelle stratégie de croissance qui transforme l'Union en une **économie moderne, économe en ressources et compétitive**, qui soit au service des citoyens.

Une nouvelle stratégie de croissance, articulée autour de trois piliers

Avec la crise, les défis qui se posent à notre génération — la transition écologique et la transition numérique — ont encore gagné en urgence. La transition écologique ne peut plus attendre. La vague d'investissements que nous sommes sur le point de lancer sera guidée par le **pacte vert pour l'Europe**. De même, la crise du coronavirus et les confinements qui en ont résulté ont montré que l'accès à des **solutions numériques** est essentiel, tant pour les particuliers que pour les entreprises, et que l'absence de telles solutions peut devenir source de nouvelles inégalités.

Le 14 janvier, la Commission a annoncé le **plan d'investissement du pacte vert pour l'Europe**, destiné à mobiliser des fonds privés pour favoriser la transition écologique. Le plan d'investissement inclut également le **mécanisme pour une transition juste**, qui créera une trajectoire inclusive et prospère. La transition vers la neutralité climatique ouvrira des possibilités et occasionnera des difficultés aux régions et aux secteurs d'activité. Certains en récolteront les fruits immédiatement, tandis que d'autres devront attendre.

En vue d'assurer une répartition plus égale des opportunités, la Commission a proposé de mobiliser au moins **100 milliards d'euros, par le biais du mécanisme pour une transition juste**, pour aider **les régions, les secteurs et les travailleurs** auxquels la transition écologique posera les plus grandes difficultés. Nous ne réussirons que s'il est donné aux citoyens et aux communautés les moyens de devenir des agents de la transition.

Nous ne réussirons que s'il est donné aux citoyens et aux communautés les moyens de devenir des agents de la transition.

Le 4 mars, la Commission von der Leyen a proposé une **législation européenne sur le climat**, afin de convertir les promesses politiques en obligations juridiques. Nous avons pris l'engagement juridique de parvenir à une Union européenne climatiquement neutre d'ici à 2050 et d'instaurer un mécanisme permettant de maintenir toutes les parties prenantes sur la bonne voie.

Le même jour, nous avons lancé une consultation publique sur le **futur pacte pour le climat** pour les régions, les communautés locales, la société civile, l'industrie et les écoles. Ensemble, ces acteurs élaboreront et adopteront une série d'engagements pour induire un changement de comportement, de l'individu jusqu'à la plus grande multinationale.

Le 11 mars, la Commission européenne a adopté un nouveau **plan d'action en faveur de l'économie circulaire**, en vue d'adapter notre économie à un avenir vert, de renforcer notre compétitivité tout en protégeant l'environnement, et de conférer de nouveaux droits aux consommateurs.

Le deuxième pilier de notre nouvelle stratégie de croissance doit donner une nouvelle impulsion pour faire de l'Europe un leader mondial de l'innovation numérique. Le 81e jour, la Commission a annoncé son programme destiné à **façonner l'avenir numérique de l'Europe**, qui ouvrira de nouvelles perspectives aux entreprises, tout en privilégiant les technologies fiables pour les citoyens. Ce deuxième pilier englobe tant la cybersécurité que l'éducation numérique, en passant par le calcul à haute performance et la compétitivité mondiale, en incluant deux stratégies spécifiques en matière de **données** et d'**intelligence artificielle**.

La Commission et les États membres ont également défini une approche commune pour assurer la sécurité du **déploiement et du fonctionnement des réseaux 5G dans l'UE**, qui accroîtront la connectivité tout en créant des emplois et des perspectives. On estime[1] qu'à elles seules, l'intelligence artificielle et la robotique pourraient créer près de 60 millions de nouveaux emplois dans le monde au cours des cinq prochaines années.

Les technologies telles que l'intelligence artificielle, les réseaux 5G et les supercalculateurs et ordinateurs quantiques ont la capacité de révolutionner notre mode de vie et de créer des **perspectives nouvelles et stimulantes** pour toutes les industries européennes (par exemple, l'intelligence artificielle pour analyser les symptômes médicaux), en élargissant les possibilités d'emploi tout en accroissant la compétitivité de l'Union à l'échelle mondiale.

Le 20 mai, nous avons présenté une nouvelle stratégie globale en faveur de la biodiversité afin de ramener la nature dans nos vies, ainsi qu'une stratégie intitulée «De la ferme à la table», visant à mettre en place un système alimentaire juste, sain et respectueux de l'environnement. Les deux stratégies se renforcent mutuellement et tissent des liens entre nature, agriculteurs, entreprises et consommateurs, pour construire un avenir durable sans obérer la compétitivité.

1 http://reports.weforum.org/future-of-jobs-2018

Les technologies telles que l'intelligence artificielle, les réseaux 5G, les supercalculateurs et les ordinateurs quantiques ont la capacité de révolutionner notre mode de vie et de créer des perspectives nouvelles et stimulantes pour toutes les industries européennes, en élargissant les possibilités d'emploi tout en accroissant la compétitivité de l'Europe à l'échelle mondiale.

Près d'un quart des robots industriels et de service sont produits par des entreprises ayant leur siège en Europe. Une **approche européenne de la transformation numérique** approfondit nos fondements démocratiques, respecte les droits fondamentaux et contribue à créer une économie durable, neutre pour le climat et économe en ressources. Les citoyens ne peuvent se sentir confiants et maîtres de leur destin que dans un environnement digne de confiance dans lequel ils savent que leur vie privée est respectée.

L'industrie européenne peut montrer l'exemple dans la transition vers la neutralité climatique et le leadership numérique. Le 101e jour, la Commission von der Leyen a présenté une nouvelle **stratégie industrielle** afin de donner aux entreprises européennes les moyens de réaliser leurs ambitions, tout en renforçant leur compétitivité à l'échelle mondiale.

20 %

de l'économie de l'UE sont constitués d'industries européennes

35

millions d'emplois dans l'industrie

99 %

des entreprises européennes sont des PME

80 %

des petites entreprises exportatrices vendent dans les autres États membres

Personne — femme ou homme, jeune ou âgé, de l'Est, de l'Ouest, du Sud ou du Nord — ne sera laissé pour compte.

Un marché unique davantage intégré et pleinement opérationnel offrirait des perspectives aux entreprises européennes et générerait une croissance annuelle supplémentaire de 183 à 269 milliards d'euros pour l'industrie manufacturière et de 338 milliards d'euros pour les services. Cela représente une augmentation d'environ 12 % du produit intérieur brut de l'UE. Le marché unique est une véritable réussite. Il continue d'apporter prospérité et perspectives tant aux citoyens qu'aux entreprises de l'Union.

Le **fondement de l'économie européenne** est la capacité de concilier le marché et l'aspect social, la croissance et l'équité, ainsi que l'innovation de rupture et les valeurs séculaires. Le 45e jour, la Commission a lancé une première phase de consultation des partenaires sociaux — entreprises et syndicats — sur la question d'**un salaire minimal équitable pour les travailleurs** dans l'UE, qui sera le tremplin pour construire une Europe sociale forte pour des transitions justes. Personne — femme ou homme, jeune ou âgé, de l'Est, de l'Ouest, du Sud ou du Nord — ne sera laissé pour compte.

©Wikipedia

DEVENIR LA COMMISSION GÉOPOLITIQUE

Au-delà de sa puissance économique et financière, l'Union européenne possède un atout unique sur la scène internationale: nous sommes un «**pouvoir mobilisateur**» sans égal. Nous nous situons au cœur d'un réseau mondial d'alliances; nous sommes un pilier du **système multilatéral**. Nous sommes capables de réunir de vastes coalitions pour défendre une cause commune et nous savons comment amener des puissances régionales et des nations rivales à s'asseoir autour de la même table.

Nous avons mis ce pouvoir de mobilisation au service de nos amis en détresse et au service du bien commun, pendant les 100 premiers jours de notre mandat et après. Lorsqu'un séisme dévastateur a ravagé l'**Albanie**, nous avons mobilisé l'ensemble de la communauté internationale pour lever des fonds afin de financer l'intervention d'urgence et la reconstruction. Des pays qui, d'ordinaire, ne se parlent pas ont uni leurs forces pour une cause commune.

Lorsque la pandémie a commencé, la nécessité d'une réaction coordonnée à l'échelle mondiale est devenue manifeste et la Commission von der Leyen a exploré de nouvelles façons de mettre à profit le pouvoir mobilisateur de l'UE.

Nous avons travaillé en étroite collaboration avec les institutions multilatérales, les gouvernements nationaux et les organisations non gouvernementales pour réunir des ressources en vue de trouver un traitement et un vaccin. Avec cette coalition internationale très diverse, nous avons lancé l'**accélérateur d'accès aux outils contre la COVID-19**, une plateforme de coopération mondiale destinée à accélérer la recherche, la mise au point et la distribution équitable de médicaments et, à terme, d'un vaccin. Nous avons travaillé main dans la main avec l'**Organisation mondiale de la santé** et des nations du monde entier, mais aussi avec des acteurs mondiaux de la santé tels que la **GAVI (l'Alliance mondiale pour les vaccins)** et la **Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI)**, ainsi qu'avec des organisations de la société civile comme Global Citizen. C'était un marathon de la solidarité mondiale et nous étions fiers d'avoir été une force de premier plan pour rendre cela possible.

Tout au long de cette action, nous avons veillé à ce que les traitements et un futur vaccin soient également **accessibles aux pays à faible revenu** qui, autrement, n'auraient pas les moyens de les acquérir. C'est dans cet esprit que nous avons adhéré au mécanisme COVAX, qui vise à garantir à chaque pays du monde un accès juste et équitable à un vaccin. C'est aussi en se préoccupant des autres que l'Europe devient forte.

Depuis le 1er jour, la Commission von der Leyen défend les intérêts et les valeurs de l'Europe sur la scène internationale, en œuvrant à renforcer l'action pour le climat, à désamorcer les différends commerciaux, à résoudre les crises dans notre voisinage et à réformer le système multilatéral.

La présidente von der Leyen a consacré sa première visite à l'étranger à l'Afrique et au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba. Le 100e jour, nous avons présenté une nouvelle «**stratégie avec l'Afrique**» pour porter notre partenariat à un niveau supérieur. Elle a pour ambition d'intensifier la coopération dans les domaines de la croissance durable et de l'emploi; de la transition écologique; de la transformation numérique; de la paix, la sécurité et la gouvernance; et des migrations et de la mobilité.

Le 67e jour, la Commission a adopté une **nouvelle méthodologie pour les négociations d'adhésion à l'UE**, afin de les rendre

plus crédibles, prévisibles et dynamiques, avec une orientation politique plus forte. Le Conseil européen est ainsi en mesure d'ouvrir les négociations d'adhésion avec l'**Albanie** et la **Macédoine du Nord**, en vue desquelles les projets de cadre de négociation ont déjà été soumis au Conseil par la Commission. Pendant la crise du coronavirus, la Commission européenne s'est montrée pleinement solidaire de nos amis des **Balkans occidentaux**, en leur apportant un soutien immédiat et à long terme et en intégrant ces pays dans de nombreuses initiatives normalement réservées aux États membres.

Avec les dirigeants de nos six **partenaires orientaux**, nous avons adopté une nouvelle liste de priorités qui déterminera la deuxième décennie du partenariat oriental. Ce programme peut accroître la résilience de tout le continent européen face à tous les types de chocs, des crises économiques au changement climatique.

La mondialisation ne fonctionne pas à sens unique. L'UE présente une réforme en profondeur de l'**Organisation mondiale du commerce**, précisément pour que notre Union puisse continuer à tirer parti des possibilités qu'offrent l'ouverture et l'intégration mondiales, tout en corrigeant les points faibles de nos systèmes économiques et politiques.

Nous sommes déterminés à trouver un accord qui réforme le **système de règlement des différends au sein de l'Organisation**. Toutefois, comme le système ne fonctionne pas à l'heure actuelle, la Commission a décidé de renforcer ses règles visant à assurer le respect des accords commerciaux: en cas de litige commercial, nous sommes prêts à recourir à des contre-mesures qui protègent les intérêts européens, dans le plein respect du droit international.

PROTÉGER LES CITOYENS DE L'UNION

Toujours pendant les 100 premiers jours, la Commission européenne a présenté sa **stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes en Europe**, notamment pour lutter contre les violences et stéréotypes sexistes qui persistent. Cette stratégie définit des actions clés pour la période 2020-2025 et contient l'engagement d'intégrer une perspective d'égalité dans tous les domaines d'action de l'UE.

Protéger les citoyens de l'Union implique de **protéger leur santé**. Avant que la pandémie ne touche l'Europe, la Commission européenne avait lancé dès le 4 février, comme l'annonçaient les orientations politiques, une consultation publique à l'échelle de l'Union au sujet d'un **plan européen de lutte contre le cancer**. Chaque année dans l'Union, un cancer est diagnostiqué chez 3,5 millions de personnes. 1,3 million de personnes par an meurent de cette maladie, alors que des données indiquent que plus de 40 % des cancers pourraient être évités.

Les priorités ont radicalement changé lorsque, dans les semaines qui ont suivi, le coronavirus s'est propagé en Europe et que la pandémie a été déclarée. Le mandat a pris un tour différent, obligeant les dirigeants à affronter une crise sanitaire publique et ce qui deviendrait peu après une crise économique.

L'Europe continue à assumer dans le monde son rôle de partenaire crédible de premier plan en matière de développement et d'aide humanitaire. Notre **approche «Team Europe»**, qui combine les ressources et l'expertise de la Commission européenne, des États membres et des institutions financières de l'UE, a déjà permis de dégager plus de **36 milliards d'euros** pour répondre à la situation d'urgence et aux besoins humanitaires qui en découlent, pour renforcer les systèmes de santé, les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et les systèmes de nutrition, et pour atténuer les conséquences économiques et sociales de la pandémie de coronavirus dans le monde.

2. La réaction sans précédent de l'Europe face à une crise inédite

La **pandémie de coronavirus** a ébranlé l'Europe et la Terre entière. Ce qui avait commencé par des cas isolés a rapidement évolué vers une situation d'urgence touchant chaque pays, chaque région et chaque personne. Depuis le début de l'année, près de 150 000 personnes ont perdu la vie dans l'UE à cause de la COVID-19, et bien davantage encore dans d'autres parties du monde.

Mais des centaines de milliers de vies ont été sauvées malgré tout. Si l'Union européenne et ses États membres n'avaient pas agi de manière prompte et résolue pour **protéger les vies et les emplois dans l'Union**, la tragédie aurait été bien plus grande. Les travailleurs de première ligne ont accompli leurs tâches avec héroïsme, les citoyens ont accepté de sacrifier une partie de leurs libertés fondamentales, et des mesures inédites ont été prises pour enrayer la propagation du virus.

L'Europe est devenue le cœur vibrant de la solidarité dans le monde.

L'Europe est devenue le cœur vibrant de la solidarité dans le monde. Les hôpitaux ont accueilli et traité des patients provenant d'autres pays; les États membres se sont regroupés pour acheter des équipements médicaux; des équipes sanitaires mobiles ont été déployées pour répondre aux besoins les plus urgents; plus de 600 000 citoyens de l'Union bloqués dans un pays tiers ont été rapatriés; et des investissements publics et privés ont été mobilisés aux niveaux européen et national afin de mettre au point un vaccin pour tous dans le monde entier. Cette crise a montré la **solidarité européenne** sous son meilleur jour.

La grande majorité des mesures concernant la santé publique, la mobilité, le tourisme et l'économie visait à affronter directement la crise sanitaire publique immédiate.

La Commission a levé tous les obstacles pour lutter contre la pandémie et ses répercussions économiques: **828 mesures** ont été adoptées depuis le mois de mars, dont 373 décisions sur des aides d'État qui ont apporté un ballon d'oxygène aux entreprises européennes. La grande majorité des mesures concernant la santé publique, la mobilité, le tourisme et l'économie visait à affronter directement la crise sanitaire publique immédiate. Dans le même temps, la Commission s'est employée à rendre nos économies, nos sociétés et notre Union plus résilientes aux défis de demain.

AFFRONTER UNE CRISE SANITAIRE MONDIALE

Sauver des vies était notre priorité première. Nous avons apporté une aide urgente grâce à de nombreux **ponts aériens humanitaires** organisés par la Commission. Nous avons rassemblé les États membres pour qu'ils commandent ensemble des équipements médicaux. Des réserves stratégiques rescEU et des plateformes de distribution ont été mises en place pour constituer une réserve européenne commune d'équipements médicaux vitaux. Le **Centre européen de coordination de la réaction d'urgence** a acheminé des équipements tels que des respirateurs, des masques et des désinfectants vers les États membres qui en avaient le plus besoin.

En outre, l'**instrument d'aide d'urgence** nouvellement créé a permis d'acheter quelque 10 millions de masques pour protéger les travailleurs des services de santé, et de les livrer au cours de l'été en différents lots aux pays qui les avaient demandés. Nous avons envoyé aux hôpitaux italiens de Milan et de Bergame des équipes médicales provenant de tout le continent. Nous avons réduit le prix des **importations de matériel médical** en renonçant aux droits de douane. Nous avons aidé les **scientifiques** à rassembler et à partager leurs données. Nous avons alloué des ressources supplémentaires aux **projets de recherche** les plus prometteurs. Enfin, par l'intermédiaire du **mécanisme de protection civile de l'UE** et de son **centre de coordination de la réaction d'urgence**, nous avons organisé et coordonné 369 vols pour rapatrier quelque 82 000 citoyens de l'UE et 10 000 ressortissants de pays tiers bloqués à l'étranger.

En matière de **santé publique**, l'UE a réussi ce qu'aucun État membre n'aurait pu faire seul. Des lignes directrices sur les méthodes d'essai et sur la libre circulation des professionnels de santé, les dispositifs médicaux et les équipements de protection, ainsi que des applications de traçage des contacts sur une base volontaire ont permis de partager et d'étendre les bonnes pratiques. La «**feuille de route européenne pour la levée des mesures visant à contenir la propagation de la COVID-19**» a défini des principes communs et des mesures d'accompagnement pour sortir du confinement de manière coordonnée.

Conformément à la **stratégie de vaccination** de l'UE, la Commission ainsi que certains États membres négocient activement avec plusieurs concepteurs de vaccins en vue de constituer un portefeuille diversifié de vaccins pour les citoyens de l'Union à des prix raisonnables. Et la **communication de la Commission sur la préparation des systèmes de santé de l'UE à réagir rapidement en cas de nouvelle flambée de COVID-19** présente les principales mesures à prendre dans les mois à venir.

La Commission a préservé l'intégrité du **marché unique**. Lorsque de longues files de camions ont commencé à se former aux frontières intérieures de l'Union, la Commission a créé le **dispositif des «voies réservées»** pour que les biens essentiels puissent franchir rapidement les frontières et elle a agi contre les restrictions d'ordre interne disproportionnées qui créaient de nouvelles pénuries.

Tout au long de la crise, l'UE a communiqué autant d'informations que possible à ses citoyens. L'UE a créé un nouvel outil en ligne — **Re-open EU** —, qui rassemble les informations sur les restrictions en matière de voyage, de transport et de tourisme imposées dans chaque État membre. Des dizaines de millions de personnes en Europe et ailleurs l'ont consulté.

L'Union européenne a en outre été aux avant-postes de la réponse mondiale à la crise. Tout au long de la pandémie, la présidente von der Leyen a maintenu des contacts permanents avec les dirigeants du G20 et d'autres partenaires internationaux. Avec l'**Organisation mondiale de la santé** et de nombreux autres partenaires, nous avons mis en place un nouveau cadre de collaboration — l'accélérateur d'accès aux outils contre la COVID-19 — pour accélérer la **mise au point et la diffusion de vaccins, de traitements et de tests**.

La riposte mondiale au coronavirus, menée par la Commission, a suscité des promesses de dons à hauteur de 15,9 milliards d'euros au total.

La riposte mondiale au coronavirus, menée par la Commission, a suscité des promesses de dons à hauteur de 15,9 milliards d'euros au total.

Le 4 mai, la Commission européenne a lancé une campagne mondiale de récolte de dons qui, à la fin du même mois, avait permis de lever **9,8 milliards d'euros** pour offrir un accès universel à des vaccins, traitements et tests contre le coronavirus à des prix abordables, et pour soutenir les systèmes de santé du monde entier.

Plus tard, le 27 juin, à l'initiative de la présidente von der Leyen associée à Global Citizen, dans un moment historique de solidarité mondiale, le sommet des donateurs **«Global Goal: Unite for our Future»** et son concert ont réuni des artistes, des scientifiques et des dirigeants politiques pour garantir l'accès de tous aux médicaments contre le coronavirus.

Ils ont permis de mobiliser 6,15 milliards d'euros supplémentaires pour offrir un **accès universel, à des prix abordables, aux vaccins**, traitements et tests contre le coronavirus, pour renforcer les systèmes de santé et pour soutenir la relance économique des pays vulnérables.

À ce jour, la Commission européenne a conclu des discussions avec six groupes pharmaceutiques en vue d'obtenir des doses d'un **futur vaccin pour les Européens**.

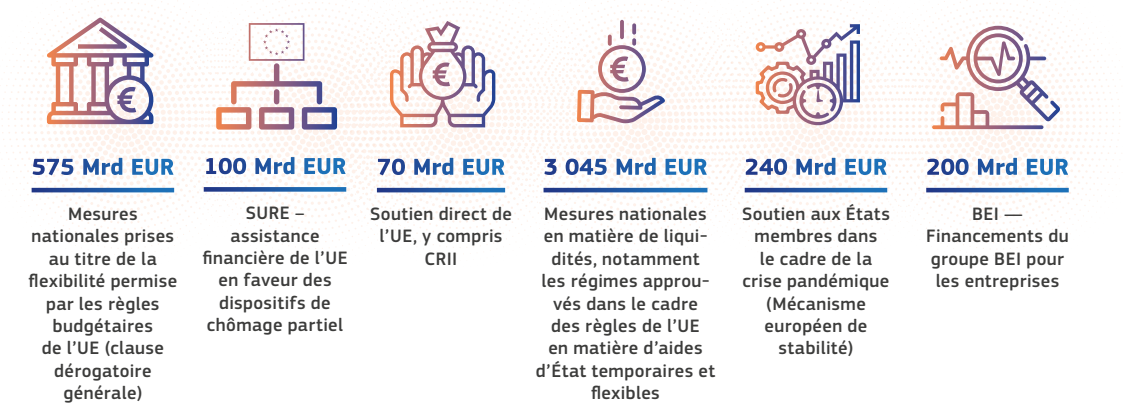
Dans le cadre de notre action extérieure contre le coronavirus, nous avons toujours agi en tant que «**Team Europe**». Cela signifie que la Commission européenne, les institutions financières de l'UE et les États membres de l'UE ont uni leurs efforts pour atteindre un ensemble commun d'objectifs, exposés dans la communication sur la réaction de l'UE au niveau mondial face à la pandémie de COVID-19, présentée au début du mois d'avril. Une équipe pour une UE plus forte dans les affaires mondiales.

RÉPARER L'ÉCONOMIE ET PRÉPARER L'AVENIR

Ce qui, au départ, était une crise sanitaire publique s'est transformé en choc économique majeur. Afin d'éviter des licenciements massifs, la Commission a mis en place un instrument européen doté de 100 milliards d'euros, destiné à soutenir le chômage partiel – le **soutien à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence** (SURE).

Pour atténuer davantage l'impact de la crise, la Commission a tenu la promesse faite dans ses orientations politiques et a appliqué toute la flexibilité permise par les règles de l'UE en matière d'aides d'État, et elle a activé pour la première fois la clause dérogatoire générale du pacte de stabilité et de croissance. Les **initiatives d'investissement en réaction au coronavirus** (CRII) , à hauteur de 54 milliards d'euros, ont été mises en place en un temps record pour fournir des liquidités aux entreprises et soutenir le secteur des soins de santé.

Les initiatives d'investissement en réaction au coronavirus, à hauteur de 54 milliards d'euros, ont été mises en place en un temps record pour fournir des liquidités aux entreprises et soutenir le secteur des soins de santé.



Total: 4 200 milliards d'EUR

L'Union européenne et ses États membres ont agi avec détermination pour **aider les travailleurs et les entreprises**. La Commission a déclenché la clause dérogatoire générale du **pacte de stabilité et de croissance** afin de laisser aux États membres la plus grande flexibilité possible, ce qui leur permettra de soutenir chacun — leurs systèmes de santé et leur personnel ainsi que les personnes durement touchées par la crise. Les ressources financières totales mobilisées jusqu'à présent ont atteint **4 200 milliards d'euros**, soit plus de 30 % du produit intérieur brut de l'UE.

L'ampleur de la crise a été telle que, malgré la réaction prompte et résolue des pouvoirs publics, l'économie de l'UE connaîtra une **récession** cette année. Les mesures nécessaires pour endiguer la propagation du virus ont ralenti la vie sociale et la vie économique, qui se sont presque arrêtées dans certains cas. En 2020, l'économie de l'Union devrait se contracter de 8,3 %. Chaque État membre a été touché de manière différente, d'où un risque de divergences entre nos économies. L'impact de cette crise sera néanmoins ressenti par tous.

Le **chômage** devrait atteindre 9 % dans l'UE en 2020, en touchant de manière disproportionnée les femmes, les jeunes, les travailleurs peu qualifiés et ceux occupant un emploi temporaire. La pauvreté, l'exclusion sociale et les inégalités vont probablement s'aggraver, soulignant ainsi l'importance d'une **relance inclusive et équitable** pour tous. L'économie devrait renouer avec une croissance positive en 2021, mais les perspectives sont incertaines et tout dépendra de l'évolution de la situation sanitaire publique. L'UE ne laisse rien au hasard: le plan de relance proposé par la Commission est sans précédent dans sa conception et son ambition.

L'UE ne laisse rien au hasard: le plan de relance proposé par la Commission est sans précédent dans sa conception et son ambition.

Le **plan de relance pour l'Europe** de la Commission réparera les dommages et garantira l'avenir de la prochaine génération. Au Conseil européen de juillet, les dirigeants de l'UE, sur la base de la proposition de la Commission, ont abouti à un accord sur un ensemble de mesures de relance majeures. Il comprend le **budget à long terme de l'UE** d'un montant de 1 074 milliards d'euros, approuvé par le Conseil européen, sous réserve de l'accord du Parlement européen, auquel s'ajoute un instrument de relance supplémentaire doté de 750 milliards d'euros (**NextGenerationEU**). Il aidera les États membres à amorcer la reprise, facilitera les investissements publics et privés, en donnant la priorité à la double transition, et permettra de tirer des enseignements de la crise.

La Commission empruntera **750 milliards d'euros** sur les marchés financiers et canalisera les fonds vers les États membres via le budget de l'UE, sous la forme de subventions et de prêts. D'après une simulation modélisée, les investissements mobilisés devraient **relever les niveaux du produit intérieur brut réel de l'UE** d'environ 1,75 % en 2021 et 2022, pour les porter à 2,25 % en 2024. Cette vague d'investissements créera jusqu'à 2 millions d'emplois d'ici à 2022. Une **facilité pour la reprise et la résilience** dotée de 672,5 milliards d'euros soutiendra les investissements et les réformes essentiels dans les États membres, grâce à des subventions et des prêts.

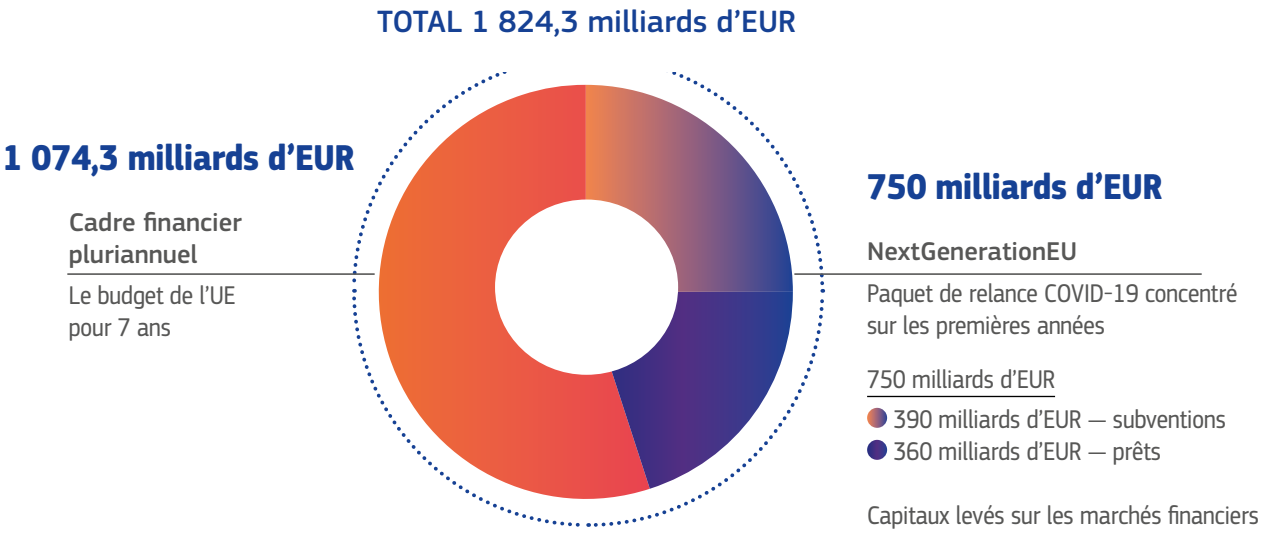
En réinventant son mode de fonctionnement, l'Union européenne redécouvre sa véritable vocation. Nous avons conféré une **force de frappe sans précédent au budget de l'UE**. Nous nous sommes mis d'accord pour profiter de la notation de crédit très élevée dont jouit la Commission européenne afin de lever des fonds qui seront utilisés par tous les États membres, notamment ceux qui en ont le plus besoin mais ont une capacité de dépenses limitée. Ce faisant, l'Union européenne ravive l'idée originale de ses pères fondateurs: la prospérité de chaque pays européen dépend de celle de tous les autres pays européens. **Notre unité est notre force.**

Le **budget 2021-2027** renforcé favorisera les transitions écologique et numérique, en créant une économie plus juste et plus résiliente. Plus de la moitié du budget global servira à **moderniser l'économie européenne**, afin de l'adapter à notre objectif de neutralité climatique en 2050 et à l'ère numérique.

La prospérité de chaque pays européen dépend de celle de tous les autres pays européens. Notre unité est notre force.

En outre, la Commission a remanié son **programme de travail 2020** pour réagir à la crise. En privilégiant les initiatives qui apportent une réponse immédiate et efficace à la crise, la Commission respecte aussi ses priorités stratégiques.

BUDGET GLOBAL 2021-2027



3. Après la pandémie, une Europe meilleure

Avec la crise, les défis qui se posent à notre génération — la transition écologique et la transition numérique — ont encore gagné en urgence. La **transition écologique** ne peut plus attendre. La vague d'investissements que nous sommes sur le point de lancer sera guidée par le pacte vert pour l'Europe. De même, la crise du coronavirus et les confinements qui en ont résulté ont montré que l'accès à des **solutions numériques** est essentiel, tant pour les particuliers que pour les entreprises, et que l'absence de telles solutions peut devenir source de nouvelles inégalités.

Les travaux sur les priorités stratégiques de la Commission n'ont jamais cessé, malgré la pandémie. Le 20 mai, la Commission a présenté une nouvelle **stratégie globale en faveur de la biodiversité** afin de ramener la nature dans nos vies, ainsi qu'une stratégie intitulée **«De la ferme à la table»**, visant à mettre en place un système alimentaire juste, sain et respectueux de l'environnement. Les deux stratégies se renforcent mutuellement et tissent des liens entre nature, agriculteurs, entreprises et consommateurs, pour construire un avenir durable sans obérer la compétitivité.

Le 8 juillet, la Commission a adopté les **stratégies de l'UE pour l'intégration du système énergétique et pour l'hydrogène**. Cette dernière vise à transformer en réalité concrète la possibilité de décarboner l'industrie, les transports, la production d'électricité et les bâtiments dans toute l'Europe, grâce à l'investissement, à la réglementation, à la création de marchés et à la recherche et l'innovation. Les travaux visant à parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050 se poursuivent.

L'ambition de la Commission von der Leyen était d'acquérir une dimension **géopolitique**. La pandémie a démontré que cela était plus que jamais nécessaire: l'UE ne pourra se redresser avec succès que si nos partenaires du monde entier se redressent également. La Commission a collaboré étroitement avec les institutions multilatérales, les gouvernements nationaux et les organisations non gouvernementales pour lutter contre la pandémie. Nous avons conduit la **coopération mondiale** afin de réunir des ressources en vue de trouver un traitement et un vaccin. Nous avons été guidés par la conviction que les soins de santé de qualité doivent être un droit universel, et non le privilège de ceux qui peuvent se les offrir.

La Commission a collaboré étroitement avec les institutions multilatérales, les gouvernements nationaux et les organisations non gouvernementales pour lutter contre la pandémie.

Chaque fois que cela était possible, nous avons cherché des solutions de coopération, et nous n'avons pas hésité à faire preuve de fermeté lorsque c'était nécessaire. Nous avons œuvré à établir nos relations avec la **Chine** sur des bases plus solides, avec davantage de réciprocité et une égalité des conditions de concurrence en matière de commerce, d'investissement et au-delà. Le **sommet UE-Chine** a été l'occasion d'approfondir notre coopération — de la crise du coronavirus à l'action en faveur du climat — et d'aborder nos différends, y compris en ce qui concerne les droits de l'homme et la situation à **Hong Kong**.

Nous avons soutenu l'appel lancé par le secrétaire général des Nations unies en faveur d'un **cessez-le-feu au niveau mondial** et nous continuons à jouer un rôle de premier plan pour mobiliser la communauté internationale sur les situations préoccupantes, en co-organisant de grandes conférences sur le **Venezuela**, le **Soudan** ou la **Syrie**.

La Commission von der Leyen a travaillé sans relâche à la conclusion d'un accord instaurant un nouveau partenariat avec le **Royaume-Uni**. Nous avons adopté une position constructive dans les négociations, en vue d'obtenir un résultat mutuellement bénéfique et de protéger les **intérêts européens**. Dans le même temps, l'application intégrale, dans les délais prévus, de l'**accord de retrait** demeure notre priorité.

L'UE continue à assumer dans le monde son rôle de partenaire crédible de premier plan en matière de développement et d'aide humanitaire. Notre **approche «Team Europe»**, qui combine les ressources et l'expertise de la Commission européenne, des États membres et des institutions financières de l'UE, a déjà permis de dégager plus de **36 milliards d'euros** pour répondre à la situation d'urgence et aux besoins humanitaires qui en découlent, pour renforcer les systèmes de santé, les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et les systèmes de nutrition, et pour atténuer les conséquences économiques et sociales de la pandémie de coronavirus dans le monde.

La Commission européenne a placé les **citoyens de l'Union** au cœur de sa prise de décision et elle a défendu leurs intérêts de maintes façons, notamment dans les domaines décrits ci-après.

Elle a adopté, le 24 juin, sa **toute première stratégie de l'UE relative aux droits des victimes**, dont l'objectif général est de garantir que toutes les victimes de la criminalité puissent faire valoir pleinement leurs droits, quel que soit l'endroit de l'UE où l'infraction a été commise. La stratégie vise d'abord à permettre aux victimes de dénoncer les infractions, de demander réparation et, à terme, de se remettre des effets de l'infraction, et ensuite à instaurer une collaboration entre tous les acteurs concernés par les droits des victimes.

Le 1er juillet, la Commission européenne a lancé l'**aide à l'emploi des jeunes**, un tremplin vers l'emploi pour la prochaine génération, axé sur la formation et l'éducation professionnelles, l'apprentissage, l'aide à l'emploi des jeunes et le financement.

La sécurité figure en tête des priorités et des préoccupations des citoyens de l'UE. De la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée à la cybersécurité, en passant par la prévention des menaces hybrides et la résilience accrue de nos infrastructures critiques, la **stratégie de l'UE sur l'union de la sécurité**, dévoilée le 24 juillet, contribuera à renforcer la sécurité dans notre environnement physique et numérique au cours des cinq prochaines années. La Commission a également présenté un nouveau **plan d'action en matière de prévention du blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme**.

La Commission a par ailleurs présenté la première **stratégie européenne de protection des enfants contre les abus sexuels**, dont il est prouvé qu'ils se sont accrus pendant la crise du coronavirus en raison de l'isolement physique et de l'augmentation de l'activité en ligne, ainsi que de nouvelles stratégies de lutte contre les trafics de drogues illicites et d'armes à feu qui alimentent tous deux la criminalité organisée.

La Commission a intensifié la **lutte contre la mésinformation, la désinformation et l'ingérence étrangère**, en travaillant avec les plateformes en ligne, la société civile, les universités et les chercheurs. En collaboration avec le Service européen pour l'action extérieure, elle a décrit toutes ces actions, ainsi que les prochaines étapes, dans une communication conjointe. Ces initiatives accroîtront la confiance du public dans l'Union, mais protégeront également les personnes vivant en Europe contre les préjudices économiques et dommages corporels potentiels dus aux escroqueries en ligne et aux faux traitements contre le coronavirus.

L'action de la Commission européenne au cours des douze mois à venir sera déterminante pour les années et les décennies suivantes. La pandémie de coronavirus a montré une fois de plus que **la force de l'Europe réside dans son unité** et que les grands défis qui se présentent à nous dépassent tout ce qu'un pays peut affronter seul.

Les investissements réalisés au titre de nos priorités stratégiques permettront d'**amorcer notre reprise et de construire une Union plus forte** pour la prochaine génération. La Commission persévérera dans les priorités fixées au cours des 100 premiers jours, en particulier la transition écologique et la transition numérique. **NextGenerationEU** et le **nouveau budget à long terme de l'UE** nous doteront des moyens nécessaires pour répondre aux attentes des citoyens. Les mois et les années à venir constitueront un moment charnière dans l'histoire européenne et pour les générations futures.

Les mois et les années à venir constitueront un moment charnière dans l'histoire européenne et pour les générations futures.

Au début de son mandat, la Commission envisageait un avenir vert, prospère et sain. Le moment est venu pour l'Europe de se mobiliser, de concrétiser cet avenir et de répondre aux attentes des citoyens.

CHRONOLOGIE

Légende

- Priorités politiques
- Réponse à la crise du coronavirus
- Négociations avec le Royaume-Uni

2019

DÉCEMBRE

11.12

Lancement du **pacte vert pour l'Europe**, établissant une feuille de route pour faire de l'Europe le premier continent neutre sur le plan climatique d'ici à 2050

2020

JANVIER

8.1

Réunion entre la présidente **Ursula von der Leyen** et le Premier ministre britannique, **Boris Johnson**

14.1

Le **plan d'investissement du pacte vert pour l'Europe** visant à mobiliser les fonds de l'UE et à stimuler les investissements publics et privés nécessaires à la transition vers une économie neutre pour le climat, verte et inclusive

Le **mécanisme pour une transition juste**, un instrument essentiel pour que la transition vers une économie climatiquement neutre soit équitable, sans que personne ne soit laissé pour compte

Première phase de consultation des partenaires sociaux — entreprises et syndicats — sur un **salaire minimal équitable** pour les travailleurs dans l'UE

19.1

Conférence internationale de Berlin sur la **Libye**

21.1

Réunion entre la présidente **Ursula von der Leyen** et le président des États-Unis d'Amérique, **Donald Trump**

31.1

Le **Royaume-Uni** quitte l'Union européenne

29.1

Des réseaux 5G sûrs: la Commission approuve la boîte à outils de l'UE adoptée par les États membres

FÉVRIER

L'UE commence à faciliter le rapatriement des citoyens vers l'Europe, dans le cadre de sa réaction face à la pandémie de coronavirus

3.2

Présentation par la Commission de sa proposition de recommandation du Conseil relative aux directives de **négociation d'un nouveau partenariat avec le Royaume-Uni**

4.2

Consultations publiques pour l'élaboration d'un plan européen de **lutte contre le cancer**

5.2

Nouvelle méthodologie pour les **négociations d'adhésion à l'UE**, visant à les rendre plus crédibles, prévisibles et dynamiques — premier élément de la stratégie d'élargissement renouvelée de la Commission

17.2

L'UE et les donateurs internationaux s'engagent à verser une aide de 1,15 milliard d'EUR pour la reconstruction après le **séisme en Albanie**

19.2

Publication du programme visant à **façonner l'avenir numérique de l'Europe**, d'une stratégie en matière de données et du livre blanc sur l'intelligence artificielle, qui ouvrent de nouvelles perspectives aux entreprises, tout en mettant l'accent sur des technologies fiables pour les citoyens

25.2

La Commission européenne reçoit mandat pour entamer les **négociations avec le Royaume-Uni**

MARS

4.3

Avec la **législation européenne sur le climat**, la Commission propose l'objectif juridiquement contraignant de ramener les émissions nettes de gaz à effet de serre à zéro d'ici à 2050

5.3

Une nouvelle **stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes** 2020-2025 définit des actions clés pour garantir cette égalité en Europe

9.3

Une nouvelle stratégie de l'UE ouvre la voie à un **partenariat avec l'Afrique** renforcé et plus ambitieux

10.3

Une nouvelle **stratégie industrielle** prépare les transformations écologique et numérique de l'industrie européenne

11.3

Un nouveau **plan d'action en faveur de l'économie circulaire** vise à créer une Europe plus propre et plus compétitive

13.3

La Commission demande une réponse économique coordonnée et résolue à la **crise du coronavirus**

La nouvelle **initiative d'investissement en réaction au coronavirus** (CRII) aidera les États membres à financer leurs réponses individuelles

16.3

Un **groupe consultatif sur le coronavirus** rassemble des épidémiologistes et des virologues de différents États membres

Une restriction temporaire est introduite pour les **déplacements non essentiels vers l'UE** (jusqu'au 30 juin)

18.3

La Commission propose de nouveaux **objectifs stratégiques pour le partenariat oriental**

19.3

Un **cadre temporaire** permet aux États membres d'appliquer toute la flexibilité permise par les règles en matière d'aides d'État pour soutenir l'économie dans le contexte de la pandémie de coronavirus

20.3

La clause dérogatoire générale du **pacte de stabilité et de croissance** est activée

23.3

Des «**voies réservées**» sont créées pour assurer la disponibilité des biens et des services essentiels

26.3

Les membres du Conseil européen donnent le feu vert aux **négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord**

30.3

Première réunion du **comité mixte UE-Royaume-Uni** sur la mise en œuvre et l'application de l'accord de retrait

AVRIL

2.4

Lancement du nouvel instrument de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence **(SURE)** doté de 100 milliards d'EUR

15.4

Une feuille de route européenne pose les jalons en vue d'une **levée commune des mesures de confinement**

20.4

La **réaction de l'UE au niveau mondial** face au coronavirus, pour aider les pays partenaires dans leurs efforts de lutte contre la pandémie — la contribution de l'UE s'élève à 15,6 milliards d'EUR

24.4

Deuxième cycle de négociations sur les relations futures avec le Royaume-Uni

29.4

Train de mesures en faveur du **secteur des transports**

30.4

Mesures en faveur du **secteur agricole**

MAI

4.5

Lors du sommet des donateurs pour la **riposte mondiale au coronavirus**, 7,4 milliards d'EUR sont levés en faveur de l'accès universel aux vaccins, sous la forme de promesses de dons émanant de donateurs du monde entier

6.5

Une vidéoconférence a lieu entre les dirigeants de l'UE et des **Balkans occidentaux**

8.5

Le **pont aérien humanitaire de l'UE** est mis en place pour transporter des travailleurs humanitaires et des fournitures d'urgence vers certaines des zones les plus critiques dans le monde

7.5

Plan d'action pour une politique globale de l'Union en matière de **prévention du blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme**

13.5

La Commission présente des orientations sur la reprise des voyages en toute sécurité et sur la **relance du secteur touristique européen** en 2020 et au-delà

15.5

Troisième cycle de négociations avec le Royaume-Uni

20.5

La **stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030** s'attaque aux cinq principales causes de l'appauvrissement de la biodiversité et veille à l'application intégrale de la législation de l'UE

La **stratégie «De la ferme à la table»** vise à assurer la transition vers un système alimentaire durable de l'UE garantissant la sécurité alimentaire et l'accès à des régimes alimentaires sains

26.5

Réunion en vidéoconférence entre les **dirigeants de l'UE et du Japon**

27.5

La Commission présente un nouvel instrument de relance, **NextGenerationEU** , intégré dans un budget de l'UE à long terme puissant, moderne et rénové

JUIN

5.6

Quatrième cycle de négociations avec le Royaume-Uni

15.6

Réunion à haut niveau entre la **présidente von der Leyen**, le président **Michel** et le président **Sassoli**, d'une part, et le Premier ministre britannique, **Boris Johnson**, d'autre part

17.6

Stratégie de vaccination de l'UE

Livre blanc relatif à l'**établissement de conditions de concurrence égales pour tous en ce qui concerne les subventions étrangères**

La plateforme internet «**Re-open EU**» est créée pour publier des informations essentielles permettant de rétablir la libre circulation et le tourisme dans toute l'Europe en tenant compte des impératifs de sécurité

18.6

Vidéoconférence des dirigeants du **partenariat oriental**

22.6

Le 22e **sommet UE-Chine** a eu lieu par vidéoconférence

24.6

Lancement de la **stratégie de l'UE relative aux droits des victimes** (2020-2025)

27.6

Le **sommet des donateurs «Global Goal: Unite for our Future»** organisé par la Commission européenne et Global Citizen mobilise 6,15 milliards d'EUR de financements supplémentaires pour aider à mettre au point des vaccins, des traitements et des tests contre le coronavirus et pour les rendre accessibles à tous

30.6

Les **dirigeants de l'UE et de la République de Corée** examinent les moyens de favoriser la coopération mondiale pendant la phase de relance économique

Le **rapatriement de près de 78 000 citoyens de l'UE** et de **10 000 ressortissants de pays tiers** vers l'Europe est facilité par le mécanisme de protection civile de l'UE

JUILLET

2.7

Cycle restreint de négociations avec le Royaume-Uni

1.7

Le train de mesures d'**aide à l'emploi des jeunes** repose sur 4 modules: renforcement de la garantie pour la jeunesse, politique de formation, stages d'apprentissage et mesures supplémentaires

La **stratégie européenne en matière de compétences** en faveur de la compétitivité durable, de l'équité sociale et de la résilience définit des objectifs de perfectionnement et de reconversion professionnels pour les cinq prochaines années

8.7

Alimenter en énergie une économie neutre pour le climat: une **stratégie de l'UE pour l'intégration du système énergétique** est publiée

Une stratégie pour l'hydrogène pour une Europe neutre pour le climat est publiée

La première réunion interinstitutionnelle sur **NextGenerationEU** et le cadre financier pluriannuel 2021-2027 a lieu

9.7

La Commission adopte une communication pour aider les autorités nationales, les entreprises et les particuliers à se préparer aux changements inévitables qui surviendront à la **fin de la période de transition avec le Royaume-Uni**

15.7

Le **sommet UE-Inde** a lieu par vidéoconférence

21.7

Les dirigeants de l'UE adoptent le **plan de relance et le cadre financier pluriannuel** pour la période 2021-2027

23.7

Sixième cycle de négociations avec le Royaume-Uni

AOÛT

4.8

Dans les heures suivant l'**explosion meurtrière à Beyrouth**, le **mécanisme de protection civile de l'UE** est activé. Vingt États membres de l'UE et pays participants répondent en envoyant une aide d'urgence en nature, dont près de 300 experts en recherche et sauvetage

21.8

Septième cycle de négociations avec le Royaume-Uni

27.8

La Commission signe son **premier contrat avec une entreprise pharmaceutique**, AstraZeneca, qui permettra l'achat d'un vaccin contre la COVID-19 pour tous les États membres de l'UE

31.8

La Commission confirme son intérêt à participer au **mécanisme COVID-19 Vaccine Global Access (COVAX)** destiné à assurer un accès équitable à des vaccins contre la COVID-19 à prix abordable et, dans le cadre de l'action Team Europe, annonce une contribution de 400 millions d'EUR sous forme de garanties pour soutenir le COVAX

SEPTEMBRE

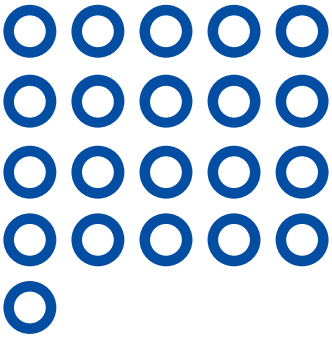
10.9

Huitième cycle de négociations avec le Royaume-Uni

PROPOSITIONS LÉGISLATIVES PRÉSENTÉES DEPUIS LE 1ER DÉCEMBRE 2019

64 propositions approuvées

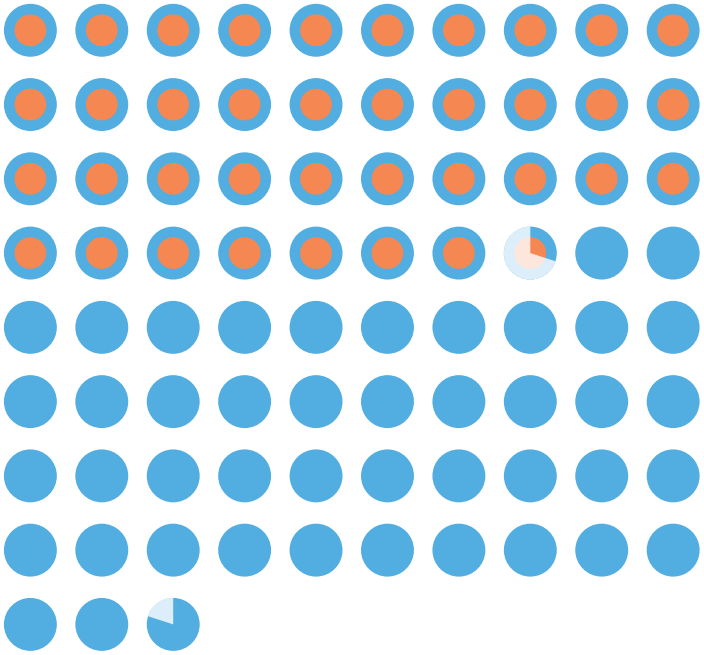
210 propositions à l'examen
(dont 19 dont le retrait est annoncé)



36 propositions à l'examen
relatives à la réaction face au coronavirus

RÉACTION FACE AU CORONAVIRUS

828 décisions
et d'autres actes législatifs ou non législatifs adoptés par procédure orale, écrite ou d'habilitation dont **373 décisions en matière d'aides d'État**



Office des publications
de l'Union européenne

PRINT	ISBN 978-92-76-21221-8	doi:10.2775/26910	NA-03-20-539-FR-C
PDF	ISBN 978-92-76-21222-5	doi:10.2775/159615	NA-03-20-539-FR-N